

Lituanie : retrait de la Convention d'Oslo sur l'interdiction des armes Ã sous-munitions

Description

Le 18^e juillet, le Parlement lituanien a adoptÃ© une loi (103 voix, 1 contre et 3 abstentions) aux termes de laquelle la Lituanie va se retirer sous 6 mois de la convention d'Oslo qui interdit les armes Ã sous-munitions.

SignÃ©e en 2008 et rassemblant 124 pays, la Convention interdit la fabrication, le stockage, l'utilisation et le transfert de ces bombes qui peuvent, sous la forme d'obus, de missiles ou de roquettes, libÃ©rer des sous-munitions dont la prÃ©cision est Ã©videmment quasi-nulle. On reproche Ã ces armes de faire des victimes essentiellement civiles (y compris parce que la moitiÃ© environ de ces armes n'explorent pas immÃ©diatement et peuvent reprÃ©senter un danger des annÃ©es aprÃ©s l'impact). Les utilisateurs, en revanche, soulignent l'effet d'amplificateur de force de ces bombes.

La Russie et l'Ukraine les utilisent d'ailleurs (les Ãtats-Unis approvisionnent l'Ukraine depuis mi-2023). La Lituanie estime qu'en cas d'invasion russe, elle n'aurait autre issue que de recourir Ã ces armes. DÃ©s lors, mÃªme si Vilnius avait rejoint la Convention en 2011, le pays juge d'Ã©vident que la menace est telle qu'il doit modifier sa posture.

D'autres pays, notamment en Europe, ne sont pas signataires de la Convention. Parmi eux, on trouve la Pologne, l'Estonie, la Lettonie, la Finlande, la Roumanie ou la Turquie mais aussi les Ãtats-Unis qui, tout en acquiesÃ§ant aux enjeux humanitaires, soulignent les enjeux de sÃ©curitÃ©.

Jusqu'alors, la Lituanie et la NorvÃ©ge Ã©taient les seuls pays membres de l'OTAN et frontaliers de la Russie Ã Ã¢tre parties Ã la Convention. Or, pour le ministre lituanien de la DÃ©fense, Laurynas KasÃ©iÅ«nas, continuer d'adhÃ©rer Ã une convention qui n'est pas respectÃ©e par un adversaire gÃ©opolitique majeur serait un manque de sagesse : *« Nous sommes en train de corriger cette erreur. Les armes Ã sous-munitions sont trÃ©s efficaces au combat et peuvent compenser, dans une large mesure, un manque de munitions. »* Le Ministre a prÃ©cisÃ© que la Lituanie envisageait d'acheter des armes Ã sous-munitions auprÃ©s de partenaires producteurs.

Ce retrait est inÃ©dit pour la Convention d'Oslo et il est fortement critiquÃ© par les ONG, dont Handicap International, Human Rights Watch ou la Croix Rouge qui y voient un recul majeur pour les droits humains et la protection des populations civiles.

Le 19^e juillet, le ministre norvÃ©gien des Affaires Ã©trangÃ©res Espen BarthÃ© Eide a exprimÃ© son regret de voir la Lituanie quitter la Convention et a rappelÃ© que 90 % des victimes de ces armes Ã sous-munitions restaient des civils : *« Nous comprenons les prÃ©occupations de la Lituanie mais les conventions sur le dÃ©sarmement ne sont pas des engagements qui s'appliquent uniquement en temps de paix. La maniÃ©re dont les guerres sont menÃ©es est importante. C'est pourquoi nous devons maintenir des rÃ©gles, normes et obligations internationales en matiÃ©re de guerre, mÃªme lorsque le paysage sÃ©curitaire Ã©volue. Les normes souffrances des populations d'Ukraine et de Gaza nous le rappellent cruellement.*

À À»

Sources : *Lrt.lt, BNS, Euractiv.com*

date crÃ©e

21/07/2024

Champs de MÃ©ta

Auteur-article : CÃ©line Bayou